

## «Le fédéral n'a pas mesuré la catastrophe»



L'Avenir\* - 09 août. 2021  
Page 4

\* L'Avenir - Basse Sambre, L'Avenir/Le Jour Verviers, L'Avenir - Huy-Waremme, L'Avenir - Luxembourg, L'Avenir/Le Courier, L'Avenir - Le Courier de l'Escaut, L'Avenir - entre Sambre et Meuse, L'Avenir - Brabant Wallon, L'Avenir - Namur

*Au nom d'Écolo, la députée theutoise Julie Chanson réclame aussi une commission parlementaire fédérale. Pour analyser les erreurs et éviter de les répéter.*

Alain wolwertz

Les inondations de juillet, la députée fédérale écolo Julie Chanson les a vécues de près. Habitante de Theux, son voisinage direct a été touché. En prêtant main-forte, elle a constaté au plus près les manquements, les dysfonctionnements dans la coordination des secours et la détresse qui touche encore aujourd'hui beaucoup de sinistrés. De tout cela, il faut que le parlement fédéral s'en empare, dit-elle. Elle se joint ainsi formellement aux voix de plus en plus nombreuses qui réclament une commission parlementaire à ce sujet. La ministre de l'Intérieur et la présidente de la Chambre ont laissé entendre que cela pourrait se faire à la rentrée. Mais plus tôt serait mieux encore. Car, analyse Julie Chanson, il est urgent d'analyser ce qui n'a pas fonctionné et, plus encore, de rectifier le tir pour apporter un meilleur soutien aux régions dévastées par les eaux. Et pour cela, on a besoin de l'appui du Fédéral.

« J'aurais d'ailleurs aimé que le Fédéral puisse poursuivre son aide encore quelques semaines, car on voit que, encore aujourd'hui, la priorité reste l'aide sur le terrain. Et pour ça, on a besoin de l'engagement du Fédéral . »

Si la N-VA et le Vlaams Belang ont flingué la ministre de l'Intérieur à ce sujet concernant ce désengagement prématuré le 26 juillet, Julie Chanson est plus mesurée. Oui, Annelies Verlinden devra s'expliquer et il faudra aussi entendre la ministre de la Défense Ludivine Dedonder, dit la députée theutoise. Mais moins dans un esprit de procès que dans un souci d'analyse de ce qui n'a pas fonctionné. « Je pense que le Fédéral ne s'est pas rendu compte assez vite de la catastrophe que c'était sur le terrain , dit-elle. On a quand même des villes qui sont dévastées, des situations comme à Verviers où on doit reloger 10 000 citoyens, à Pepinster des quartiers entiers devront être détruits. Pour gérer ça, on a vraiment besoin d'un appui du Fédéral car les communes et le Gouverneur ne peuvent pas gérer cela seuls. »

Encore faut-il que cette intervention du Fédéral soit la plus efficiente possible. Or, note la députée écolo, cette crise a révélé des failles dans les protocoles d'urgence, dans la coordination de l'aide ou encore dans le manque de moyens (matériel, humains et financiers) de certains services de secours. Une commission d'enquête doit pouvoir apporter des corrections à ces divers éléments. Vendredi, l'Association des zones de secours wallonnes avait d'ailleurs aussi invité les autorités fédérales et régionales à une réflexion « sans tabou » sur l'organisation des secours et de l'aide aux citoyens.

« Je crois que cette crise montre qu'on doit renforcer tous les étages de la maison Belgique. Quand on voit des crises comme celle du Covid ou maintenant les inondations, on comprend qu'on a besoin d'un état fédéral fort. »

Une partie de la réponse se trouve peut-être déjà dans les conclusions de la commission Covid, estime la députée: l'idée d'une agence fédérale (Belgian emergency management agency) chargée de la coordination de tous les services susceptibles d'intervenir sur le terrain en cas de catastrophe.